

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CCAP

MAITRE D'OUVRAGE, POUVOIR ADJUDICATEUR

COMMUNE DE PROVIN

42, rue Nationale

59185 PROVIN

Personne Responsable du Marché : Monsieur le Maire, Monsieur Kwami AGBEGNA

ARCHITECTE

rnd studio ARCHITECTURE

45, rue de Carnin

59112 ANNOEULLIN

Personne Responsable du Marché : Monsieur Maxime RENARD, Architecte

OBJET DU MARCHE

REAMENAGEMENT DE L'ANCIENNE ECOLE PIERRE BROSSOLETTE EN SALLE POLYVALENTE

42 rue Nationale à PROVIN (59185)

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

vendredi 27 juin à 12h00

PROCEDURE ADAPTEE

en application des articles R.2123-1 et R.2123-5 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

ARTICLE n°1 - OBJET DU MARCHÉ ET DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les travaux de réaménagement de l'ancienne école Pierre Brossolette en salle polyvalente qui se situe au 42, rue Nationale à PROVIN.

1-2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

- LOT n°01 GROS-ŒUVRE – CHARPENTE
- LOT n°02 MENUISERIES EXTÉRIEURES
- LOT n°03 AMÉNAGEMENTS INTÉRIEURS
- LOT n°04 CARRELAGES – FAIENCES
- LOT n°05 PEINTURES – NETTOYAGE
- LOT n°06 RAVALEMENTS DE FACADES
- LOT n°07 ÉLECTRICITÉ
- LOT n°08 PLOMBERIE - VENTILATION – CHAUFFAGE
- LOT n°09 VRD – ESPACES VERTS

1-3 - INTERVENANTS

ARCHITECTE

rnd studio ARCHITECTURE
45, rue de Carnin
59112 ANNOEULLIN
COURRIEL : m.renard@rndstudio-archi.fr
TELEPHONE : 06.45.30.34.52

CONTROLE TECHNIQUE

Les travaux du présent marché sont soumis au contrôle technique. Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique devront être observées et ne pourront pas faire l'objet d'une majoration des coûts.

SOCOTEC
1, rue Louis Duvant
59300 VALENCIENNES
COURRIEL : gael.dutertre@socotec.com
TELEPHONE : 03.27.28.20.70

COORDONNATEUR SPS

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent du niveau 2 de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Les remarques formulées au cours du chantier par le Coordonnateur SPS devront être observées et ne pourront faire l'objet d'une majoration des coûts.

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
299, rue du Général de Gaulle
59700 MARCQ-EN-BAROEUL
COURRIEL : richard.rodriquez@bureauveritas.com
TELEPHONE : 06.76.72.64.04

DIAGNOSTIQUEUR AMIANTE

DIAGCONSULT HAUTS-DE-FRANCE
100, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny

59330 LA CHAPELLE D'ARMENTIERES
TELEPHONE : 09.72.30.21.34

DECORATION D'INTERIEUR

MAISON MARINE
12, rue Albert Samain
59116 HOULINES
COURRIEL : maisonmarine.contact@gmail.com
TELEPHONE : 06.65.95.49.08

BUREAU D'ETUDE STRUCTURE

BET GELEZ B.
49, rue du Joncquois
59242 TEMPLEUVE-EN-PEVELE
COURRIEL : betgelez_mg@orange.fr
TELEPHONE : 06.30.60.28.69

1-4 - REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

1-5 - SOUS-TRAITANCE

Il ne sera accepté au maximum qu'un sous-traitant de rang 2

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le représentant du pouvoir adjudicateur l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement et d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au Coordonnateur SPS son PPSPS et que la Visite d'inspection commune ait eu lieu.

1-6 - ORDRE DE SERVICE

Il sera fait application du CCAG travaux en vigueur

1-7 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. Le titulaire avise ses sous- traitants directs et éventuellement indirects de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celle-ci.

1-8 - MODIFICATION DU MARCHÉ

Le marché peut être modifié par la conclusion d'avenants. Le titulaire est tenu d'aviser la Maîtrise d'Œuvre de toute demande de modification des conditions d'exécution des travaux. La Maîtrise d'Œuvre en fait l'analyse et sollicite la validation de la Maîtrise d'Ouvrage.

ARTICLE n°2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHES

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, la Maîtrise d'Œuvre, en définira l'ordre de priorité, avec accord de la Maîtrise d'Ouvrage.

2-1 - PIECES PARTICULIERES

PIECES ECRITES :

- Le Règlement de Consultation (RC) (commun à tous les lots),
- Un CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières) (commun à tous les lots),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) (commun à tous les lots),
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) (un par lot),
- Le Rapport Initial du Contrôleur Technique (RICT) (commun à tous les lots),
- Le Plan Général de Coordination (PGC) (commun à tous les lots),
- Le dossier d'aménagement intérieur (commun à tous les lots),
- Le diagnostic structure (commun à tous les lots),
- Le rapport et le plan de détection des réseaux (commun à tous les lots),
- Le Planning Prévisionnel (commun à tous les lots),
- Le Courrier de Permis de Construire Accordé ainsi que le Permis de Construire (commun à tous les lots),
- L'attestation de visite,
- Les DC1 et DC2,
- Un Acte d'engagement (AE) (1 par lot),

PIECES GRAPHIQUES :

- 00 – plan de situation
- 01a – plan de masse – état existant – 1/1200^e
- 01b – plan des toitures – état existant – 1/200^e
- 01c – plan de masse – état projeté – 1/1200^e
- 01d – plan des toitures – état projeté – 1/200^e
- 02a – plan des façades – état existant – 1/100^e
- 02b – plan des façades – état projeté – 1/100^e
- 03a – coupe de profil – état existant et projeté – 1/150^e
- 04a – plan des niveaux (rdc) – état existant – 1/50^e
- 04b – plan des niveaux (r-1 / r+1) – état existant – 1/50^e
- 04c – plan des niveaux (rdc) – état projeté – 1/50^e
- 04d – plan des niveaux (r-1 / r+1) – état projeté – 1/50^e
- 05 – plan technique (électricité/cvc) – état projeté – 1/50^e
- 06a – plan de gros-œuvre – état projeté – 1/50^e
- 06b – plan de finitions – état projeté – 1/50^e
- 07 – nomenclatures des menuiseries extérieures – état projeté – 1/50^e
- 08a – reportage photographique – vues extérieures
- 08b – reportage photographique – vues intérieures (1)

- 08c – reportage photographique – vues intérieures (2)
- 09a – plan des démolitions (rdc) – état existant – 1/100^e
- 09b – plan des démolitions (façades) – état existant – 1/100^e

2-2 - PIECES GENERALES (non fournies – réputées connues – liste non exhaustive)

- « Les règles de l'art »,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) dans sa plus récente mise à jour (ou édition) fascicules 2-23-24-25-27-28-29-31-32-34-62-64-65-67ii et III-70-73-74 et 81,
- Les publications de l'U.T.E.,
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'Economie, des finances et de la privatisation,
- Eurocodes (normes NF et EN),
- Les avis techniques en vigueur,
- La réglementation relative aux handicapés etc.,
- Le règlement sanitaire départemental,
- La réglementation relative à la sécurité des personnes et à la protection de la santé,
- L'ensemble des textes administratifs ou techniques auxquels par nature est soumise le projet,
- ...

ARTICLE n°3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATIONS DANS LES PRIX – REGLEMENTS DES COMPTES

3-1 - REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement et la DPGF indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous- traitants ;
- Au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Les co-traitants et les sous-traitants doivent impérativement respecter le cadre de la DPGF

3-2 - TRANCHES FERME ET CONDITIONNELLE

La réalisation des travaux du présent programme de construction comporte **une seule tranche ferme de travaux**.

3-3 - CONTENU DES PRIX – MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

3.3.1. MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les montants des sommes versées au Titulaire sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction, ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela dans les conditions suivantes :

L'entrepreneur aura pris connaissance du site avant d'établir ses prix. L'entrepreneur reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son acte d'engagement :

- Pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords, de l'état du site existant.
- Apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication,
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de tous services ou autorités compétentes.
- Contrôlé les indications des documents du présent marché et fait constater les erreurs ou omissions ; il sera responsable des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

Tous les ouvrages figurant sur les pièces graphiques et qui seraient omis dans les pièces écrites seront dus dans le prix forfaitaire.

Réciproquement, tout ouvrage indiqué ou détaillé dans les pièces écrites et ne figurant pas sur les pièces graphiques sera également dû.

En cas de contradiction entre pièces écrites et pièces graphiques, l'entrepreneur est tenu de le signaler à la Maîtrise d'Œuvre avant signature du marché.

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, les prix des prestations attribuées à chaque entrepreneur dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque entrepreneur peut être appelé à rembourser au mandataire.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

L'entreprise est réputée connaître toutes les conditions de réalisation de travaux et, sauf cas de force majeure, tous les facteurs susceptibles d'en perturber le déroulement. Aucune démarche tendant à remettre en cause les prix ne pourra être admise en se fondant notamment sur des éléments extérieurs au chantier, perturbant celui-ci.

Si des sondages ou reconnaissances complémentaires nécessaires à l'exécution parfaite des prestations doivent être opérés, l'entreprise ne pourra arguer en aucune façon de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurs à la conclusion du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité. Ces interventions de sondages ou reconnaissances s'opéreront aux frais du titulaire pendant l'exécution du marché.

Les prix sont donnés hors taxes, les frais annexes tels que : compte-prorata, compte dépenses communes, frais de chantier, frais d'outillage, transport, location, levage, entreposage, reprises, pertes, avaries, carburant, entretien, assurances, main d'œuvre, charges, fluides, frais de nettoyage et de remise en état du site, bénéfices, frais généraux, taxes et impôts ... n'apparaissent pas sous forme de postes particuliers du DPGF mais sont inclus dans les prix.

L'entrepreneur est supposé connaître parfaitement la DPGF. Il ne pourra donc demander aucune plus-value pour travaux imprévus, échafaudage et autres complications comprises dans les prix. En cas d'impossibilité majeure ou de contradiction notoire entre les travaux demandés et leur exécution, il appartient à l'entrepreneur de le signaler lors de l'établissement de son offre.

Les prix établis intègrent les sujétions suivantes :

- Tous les aléas et sujétions en rapport avec la nature de l'ouvrage à réaliser, tels que :
 - o Dépenses de chantier (installation, nettoyage),
 - o Transport et fourniture des baraquements, matériels, moyens de transport, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution des travaux,
 - o Frais d'installations, location, entretien, fonctionnement, montage, démontage et repliement du matériel de manutention et de levage nécessaire à la mise en œuvre des ouvrages, et ce, jusqu'à la fin du chantier (levée des réserves incluses)
 - o Conséquences des intempéries,
 - o Dispositions et précautions permettant d'atténuer la gêne occasionnée aux riverains pendant la durée des travaux,
- Les compléments et mise à jour du dossier des plans d'exécution, des spécifications techniques détaillées et l'établissement du DOE, des plans de chantier,
- Tous les travaux non décrits, mais néanmoins nécessaires pour l'exécution, dans les règles de l'Art, des ouvrages du marché concerné. L'entrepreneur devra vérifier tous les documents du Dossier de Consultation des Entreprises avant remise de son offre ; il signalera tous les défauts de conception, incompatibilités ou incohérences entre les pièces du marché, et ceci au plus tard lors de la remise de son offre et si cela ne devait être le cas, il devrait alors faire son affaire des modifications ou suppléments afférents,
- Tous les frais d'essai en laboratoire des matériaux prélevés le cas échéant sur le chantier,
- Les frais de vérification des ouvrages et des expertises demandées, si les travaux ont été reconnus non conformes par la Maîtrise d'Ouvrage,
- Tous les contrôles, vérifications, analyses, expertises, qui s'avèreraient nécessaires des matériaux approvisionnés ou des ouvrages mis en œuvre, soit au cours des réalisations, soit après réalisation, jusqu'à la réception, seront effectués selon les besoins, et à la demande, soit de la Maîtrise d'Œuvre, de la Maîtrise d'Ouvrage, ou du Contrôleur Technique. Tous les frais en rapport avec ces opérations seront à la charge exclusive de l'Entrepreneur.

La Maîtrise d'Œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire :
 - o Si ces essais donnent des résultats positifs, ils seront rémunérés,
 - o Si ces essais donnent des résultats négatifs, ils resteront à la charge de l'entrepreneur, qui devra réaliser tous essais complémentaires après reprise des travaux concernés, jusqu'à obtention de résultats satisfaisants,
- S'ils sont effectués par un tiers : ils sont rémunérés par la Maîtrise d'Ouvrage. En cas de résultats négatifs, leur charge sera mise au débit de l'entrepreneur.

- Tous les frais d'essais et d'évaluation technique complémentaires rendus nécessaires à la validation par la Maîtrise d'Œuvre et le Contrôleur Technique des matériaux et techniques mis en œuvre sur le chantier (tels que : essais en laboratoire, enquêtes techniques, etc.).
- Les frais d'Ordonnancement, de Pilotage et de Coordination.
- Les sujétions diverses dues à la coordination des entreprises travaillant sur un même chantier et les prescriptions relatives du Coordonnateur SPS, telles que protections, filets, échafaudages, lignes de vie, etc.
- Toutes charges fiscales, générales et spéciales frappant les travaux, tous faux frais, et tous frais généraux.
- Tous frais occasionnés par les prescriptions et obligations de l'entrepreneur et notamment celles prévues au présent CCAP.
- Tous frais de main d'œuvre, tels que charges sociales de tous ordres, primes et indemnités diverses (frais de transport, frais de panier, etc.) majoration de salaires, heures supplémentaires, frais de toute nature résultant de l'emploi de main d'œuvre déplacée, etc.
- L'entrepreneur devra prendre obligatoirement connaissance des CCTP concernant tous les corps de métiers participant à la construction, lui permettant ainsi de donner tous les détails nécessaires et en temps utile. Il ne pourra se prévaloir de n'avoir pas eu connaissance, ou conscience des limites de prestations entre les postes du présent marché, lors de l'établissement du prix de la soumission.
- La Maîtrise d'Œuvre pourra ordonner un arrêt immédiat en cas de sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, de leur éclairage artificiel et de leur signalisation.
- Les frais résultants des demandes et observations de la Maîtrise d'Œuvre, et du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, compte-prorata, le cas échéant
- Les frais résultants des dispositions éventuelles du PGC,
- Les frais d'entretien des voiries,
- Les frais d'établissement des devis, des factures ou mémoires, que ceux-ci soient ou ne soient pas suivis de travaux,
- La fourniture de tous les éléments annexes, provisoires ou complémentaires, qui, bien que ne figurant pas dans les pièces contractuelles, s'avèreraient nécessaires à l'exécution des ouvrages dans les règles de l'art,
- Les frais liés à la réalisation d'ouvrages provisoires nécessaires à la bonne exécution des travaux, ou demandés par le maître d'œuvre,
- Les frais liés à la protection des ouvrages, ou à leur remise en état si nécessaire,
- Les frais liés à la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), y compris la fourniture et la mise en œuvre des dispositifs de sécurité sur le chantier (balisage, protection des trémiés, signalisation des zones de travaux, ...),
- Les frais liés aux exigences techniques du contrôleur technique, du Coordonnateur SPS,
- Les frais d'études et de réalisation des dossiers d'exécution (notes de calculs, plans, détails, fiches techniques, ...) et des DOE,
- Les frais liés aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets,
- Les frais résultants de la découverte de réseaux non répertoriés sur les plans (et n'ayant pas été repérés à l'issue d'investigations complémentaires) et des éventuels ajournements de chantier en découlant
- Les frais résultants de l'application de la réglementation à proximité des réseaux sensibles (entretien du marquage des réseaux, ...),
- Et, plus généralement, tous les frais relatifs à la bonne exécution des travaux.
- Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

En considérant que l'entrepreneur n'aura droit à aucune plus-value pour les travaux exécutés de nuit, ou le week-end afin de satisfaire à ses engagements, soit qu'ils aient été ordonnés par la Maîtrise d'Ouvrage, soit qu'il en ait reconnu lui-même la nécessité.

La gêne ou les dommages résultants d'arrivée d'eau, d'infiltrations consécutives ou non aux phénomènes atmosphériques font partie des aléas normaux de l'Entrepreneur et ne donneront lieu à aucune rétribution spéciale ou à prolongation du délai d'exécution.

L'Entrepreneur est réputé connaître toutes les conditions de réalisation de travaux et, sauf cas de force majeure, tous les facteurs susceptibles d'en perturber le déroulement. Aucune démarche tendant à remettre en cause les prix ne pourra être admise en se fondant notamment sur des éléments extérieurs au chantier, perturbant celui-ci.

L'Entrepreneur est supposé connaître parfaitement le contenu des travaux des autres lots et de ses limites de prestations avec eux. Il aura donc pris connaissance des CCTP et autres pièces techniques du DCE relatives à ces lots.

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries de 20 jours et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limite ci-après :

Ces éléments seront visés et analysés par la Maîtrise d'Œuvre – en effet, il se peut que ces données climatiques n'empêchent aucunement la réalisation des travaux

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
VENT	60 km/h entre 7h00 et 17h00 plus de 2 heures Sous réserve que la nature de travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent se dérouler
PLUIE	20 mm par m² par jour Sous réserve que la nature de travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent se dérouler
TEMPERATURE	En dessous de -5° Sous réserve que la nature de travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent se dérouler
NEIGE	5 cm en une nuit ou en un jour (de 6h00 à 18h00). Sous réserve que la nature de travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent se dérouler

3.3.2. REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES

La base vie et le mobilier sont à la charge du LOT n°01 _ DESAMIANPAGE.

3.3.2.1. DEPENSES DE RACCORDEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

A la charge du LOT n°01 _ DESAMIANPAGE.

3.3.2.2. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ET DEPENSES DIVERSES DE CHANTIER

Conformément à l'article 10.1.2 du CCAG TRAVAUX, les montants des offres remises pour chaque des entreprises seront établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par la Maîtrise d'Ouvrage.

S'il y avait un manquement dans le nettoyage le Maître d'Œuvre pourra faire intervenir après mise en demeure une autre entreprise au frais et risque des entreprises sur le chantier.

3.3.3. PRESTATIONS FOURNIES GRATUITEMENT A L'ENTREPRISES

SANS OBJET

3.3.4. PAIEMENT APPROVISIONNEMENT ET FOURNITURE DES MATIAUX – MATERIELS

SANS OBJET

3.3.5. CARACTERISTIQUE DES PRIX PRATIQUES

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement et de la DPGF.

3-4 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

3.4.1. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les sommes dues au(x) titulaire(s) – cotraitants et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de 8 points.

3.4.2. APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de TVA. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.4.3. VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont révisibles selon l'Indice de révision de l'index BT01, selon les dispositions suivantes :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{Ind } (n-3) / \text{Ind } (o-3))$$

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro JUILLET 2024
- Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Ce coefficient sera arrondi au millième supérieur.

3.4.4. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du CCAG TRAVAUX.

Les comptes seront réglés mensuellement sous format de demande d'acompte proposée par la Maîtrise d'Œuvre.

Les demandes de paiement devront comporter outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ; IBAN
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur
- Le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- L'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- Le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- Le montant des approvisionnements (il est établi sur la base de ceux qui sont constitués et pas encore utilisés) ;
- Le montant, éventuel des avenants ;
- Le remboursement des débours incombant à la Maîtrise d'Ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;

- Le montant total TTC des travaux exécutés ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- Transmission de la facture : Les demandes de paiement se feront UNIQUEMENT sur la plateforme CHORUS.

3.4.5. PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS

Modalités de paiement direct

3.4.5.1. EN CAS DE CO-TRAITANCE

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

Modalités de paiement direct des cotraitants :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations,
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement,

3.4.5.2. EN CAS DE SOUS-TRAITANCE DU MARCHE

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG TRAVAUX.

ARTICLE n°4 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

4-1 - GARANTIE FINANCIERE

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée au mieux à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

Le titulaire doit en fonction des avenants adapter la garantie à première demande.

4-2 - AVANCE OPTION B

Une avance sera versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement pour tout marché d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, conformément au code de la commande publique article R2191-3

Le titulaire doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance.

Aucune avance ne sera versée pour les lots ne remplissant pas les conditions cumulatives ci-dessus énoncées, même si, dans son acte d'engagement, le candidat indique accepter l'avance. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du marché.

Si le délai d'exécution N du marché, exprimé en mois, n'excède pas 12 mois, son montant, en prix de base, est égal à 5% du montant du marché. Si le délai N dépasse 12 mois, il est égal au produit de ces 5% par 12 / N. Le montant de l'avance n'est pas affecté par les variations de prix.

Le versement de l'avance sera conditionné par la constitution d'une garantie à première demande portant sur le remboursement de l'avance. Le mandatement de l'avance interviendra dans le délai d'un mois compté, à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise et approvisionnement) qui figure à un décompte mensuel atteindra 65 % du montant initial du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant du marché.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

4.2.1. GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

ARTICLE n°5 - DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

5-1 - DELAÏ D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint au présent DCE,

Le délai d'exécution des travaux s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution qui sera joint en annexe de ce présent CCAP.

Calendrier d'exécution fixé à la date d'émission de l'ordre de service 1 mois compris préparation, congés payés, intempéries, réception et levée des réserves - Le titulaire du marché s'engagera sans réserve à exécuter le calendrier établi par la Maîtrise d'Œuvre à l'issue de la période de préparation de chantier /

- A. Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par la Maîtrise d'Œuvre après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par la Maîtrise d'Œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

- B. Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service de démarrage des travaux identique à l'ensemble des entreprises
- C. Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, la Maîtrise d'Œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement,
- D. Le calendrier initial visé au A), éventuellement modifié comme il est indiqué au C), est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

5-2 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 1 CCAG TRAVAUX, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est de 20 jours compris dans le délai global.

5-3 - PENALITES POUR RETARD – PRIMES D'AVANCE

5.3.1. PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION

Les dispositions suivantes sont appliquées pour le lot, en cas de retard, dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et validé à l'issue de la période de préparation de chantier.

Montant de la **pénalité journalière** – 1/2000^{ème} du montant des travaux du lot concerné/jour de retard.

5.3.2. PENALITES POUR RETARD LORS DE L'ETABLISSEMENT DES PLANS ET NOTES DE CALCULS ET PPSPS ET DIVERS DOCUMENTS NECESSAIRES A LA BONNE MARCHE DU CHANTIER

L'entrepreneur subira par jour ouvré de retard une pénalité de **100,00 €HT**, à compter de la date fixée pour sa remise. Ces pénalités seront appliquées sur simple constatation du dépassement de la date prévue, à savoir à l'issue de la période de préparation.

5.3.3. PENALITES POUR RETARD POUR NON REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Concernant les documents (Plans, DOE, PV, attestations de formation etc.), à fournir après exécution par le ou les titulaires devront être remis à la Maîtrise d'Œuvre au plus tard après la notification de réception des travaux. L'entrepreneur subira par jour ouvré de retard une pénalité de **100,00 €HT**.

5.3.4. ABSENCE AUX REUNIONS DE CHANTIER

L'entrepreneur subira une pénalité de **100,00 €HT** pour l'absence à une réunion de chantier

5.3.5. PENALITES POUR NON-NETTOYAGE DE CHANTIER

Si au constat de la Maîtrise d'Œuvre le chantier n'est pas nettoyé, la Maîtrise d'Œuvre imposera le nettoyage à ladite entreprise par voie d'OS et si le titulaire ne s'exécute pas une mise en demeure lui sera adressée. **Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG TRAVAUX**, le représentant du pouvoir adjudicataire pourra substituer à cette sanction, à l'expiration d'un délai de 7 jours à compter de la date de notifications de la mise en demeure demeurée vaine (date de l'accusé de réception par le titulaire, dans le cas d'une notification par lettre recommandée), l'exécution aux frais et risques du titulaire, par une société spécialisée de son choix.

5-4 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le délai d'exécution inclut le repli des installations de chantier et la remise en état des lieux. Si nonobstant cette obligation, la réception est prononcée sans qu'elle ne soit respectée, le respect de cette obligation fera l'objet de réserve et une sanction susceptible d'être appliquée à l'encontre de l'entrepreneur défaillant. Le montant de la sanction prévue est de **500,00 €HT par jour calendaire de retard**.

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG TRAVAUX, le représentant du pouvoir adjudicataire pourra substituer à cette sanction, à l'expiration d'un délai de 7 jours à compter de la date de notifications de la mise en demeure demeurée vaine (date de l'accusé de réception par le titulaire, dans le cas d'une notification par lettre recommandée), l'exécution aux frais et risques du titulaire, par une société spécialisée de son choix.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de renoncer partiellement ou totalement au versement des pénalités.

ARTICLE n°6 - DEVELOPPEMENT DURABLE

6-1 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

SANS OBJET

6-2 - PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le CCTP

Le CCTP désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis par la Maîtrise d'Ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge ainsi que les modalités de leur manutention et leur conservation à assurer par le titulaire.

6-3 - VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le titulaire, à la demande de la Maîtrise d'Œuvre, déposera des échantillons dans le local prévu à cet effet.

ARTICLE n°7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

A la charge de chaque entreprise.

ARTICLE n°8 - PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

8-1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Il est fixé une période de préparation travaux. Sa durée est de 1 mois à compter de la date d'émission de l'ordre de service.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires est établi et présenté au visa de la Maîtrise d'Œuvre, par les soins du titulaire, pour chaque entreprise

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

Il est procédé, au cours de cette période, conformément à l'article 28.2 du CCAG TRAVAUX, aux opérations suivantes, par les soins de la Maîtrise d'Œuvre :

- Élaboration, après consultation des entreprises, du calendrier détaillé d'exécution énoncé à l'article 5.1 ci-dessus ;
- Planning d'exécution du chantier visé par les entreprises tenant compte du phasage qui aura été élaboré,
- Organigramme de tous les intervenants,
- Mise à jour des documents et formalités conditionnant les travaux,
- Suivi des documents techniques et transmissions aux organismes de contrôle,
- Organisation, animation des réunions avant démarrage de chantier.

Etablissement et présentation au visa de la Maîtrise d'Œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus au marché.

Etablissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.94 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous- traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation

8-2 - PLAN D'ASSURANCE QUALITE

SANS OBJET

ARTICLE n°9 - ETUDE D'EXECUTION

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par chaque entreprise en format plans papier (prévoir 4 exemplaires et en format numériques type DWG et PDF).

ARTICLE n°10 - INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER - SECURITE

Selon les recommandations du Coordonnateur SPS et de la Maîtrise d'Œuvre.

10-1 - PRINCIPES GENERAUX

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « Coordonnateur SPS » ou « CSPS ».

10-2 - AUTORITE DU COORDONNATEUR SPS

Le Coordonnateur SPS doit informer la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le Coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

10-3 - MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR SPS

Libre accès du Coordonnateur SPS sur le chantier.

10.3.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire communique directement au Coordonnateur SPS :

- Le PPSPS,
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats,
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur,
- La copie des déclarations d'accident du travail,

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le Coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP.

Le titulaire informe le Coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le Coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le Coordonnateur SPS est soumis la Maîtrise d'Ouvrage.

A la demande du Coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

10-4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS A VIS DE SES SOUS-TRAITANTS

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

10-5 - LOCAUX POUR LE PERSONNEL

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité, d'assainissement, de WIFI et photocopieur et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

10.5.1. REGISTRE DE CHANTIER

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par la Maîtrise d'Œuvre et le Coordonnateur SPS à la charge du LOT n°01 _ DESAMIANPAGE.

ARTICLE n°11 - DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER

11-1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Selon les recommandations du Coordonnateur SPS et de la Maîtrise d'Œuvre.

11-2 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Seules les stipulations du CCAG TRAVAUX sont applicables.

11-3 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

A la demande du MO .

11-4 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

Le titulaire devra remettre à la Maîtrise d'Œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même

Les modalités de présentation des documents à fournir après réception seront conformes aux stipulations de l'article 40 du CCAG TRAVAUX.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues à l'article 5 ci-dessus.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au Coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

11-5 - TRAVAUX NON PREVUS

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE n°12 - RECEPTION DES TRAVAUX

12-1 - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION

Concernant la réception, les stipulations du CCAG TRAVAUX s'appliquent par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG TRAVAUX :

- La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux (tous lots confondus) ;

- Elle prend effet à la date de cet achèvement ;

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et la Maîtrise d'Œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés. La Maîtrise d'Œuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG TRAVAUX.

12-2 - RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE

SANS OBJET

12-3 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

SANS OBJET

ARTICLE n°13 - GARANTIES ET ASSURANCE

13-1 - DETAILS DE GARANTIE

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 et 44.2 du CCAG TRAVAUX.

13-2 - GARANTIES PARTICULIERES

SANS OBJET

13-3 - ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. Par dérogation à l'article 9 du CCAG TRAVAUX, les titulaires doivent justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de leurs cotisations et ce, au moyen d'attestations précises.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4-1 du Code Civil.

ARTICLE n°14 - DROIT ET LANGUE

Le marché pourra être résilié par la Maîtrise d'Ouvrage dans les cas prévus aux articles 50 à 52 du CCAG TRAVAUX et dans le respect des dispositions de l'article 53 de ce même C CCAG TRAVAUX.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE n°15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations aux CCAG TRAVAUX, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

- L'article 1.5 précise l'article 3.6.2 du CCAG TRAVAUX,
- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG TRAVAUX,

- L'article 3.1 complète l'article 9.1 du CCAG TRAVAUX,
- L'article 3.4.3 déroge à l'article 9.4.4 du CCAG TRAVAUX,
- L'article 5.3 déroge à l'article 19 du CCAG TRAVAUX,
- L'article 5.3 déroge à l'article 37.2 du CCAG TRAVAUX,
- L'article 5.4 déroge à l'article 37.2 du CCAG TRAVAUX,
- L'article 8.1 déroge à l'article 28.1 du CCAG TRAVAUX,
- L'article 12.1 déroge aux articles 41.1 -41.2 -41.3 CCAG TRAVAUX.

Fait à PROVIN

Accepté à

Le

Le

Le représentant de l'acheteur,

Le candidat (signature et cachet)

Le Maire de PROVIN,
Kwami AGBEGNA